

Partager le siège de la France au Conseil de sécurité de l'ONU serait une trahison



Article rédigé par *Causeur*, le 02 décembre 2018

Source [Causeur] Le vice-chancelier allemand, Olaf Scholz, a suggéré à la France, mercredi 28 novembre, de partager avec son pays son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. La simple idée qu'une telle proposition puisse être émise est une insulte à la France, qui n'est pas un « machin » qu'on s'échange entre grands de ce monde. Sa souveraineté appartient à la nation, pas à Emmanuel Macron. Une tribune de Guillaume Bigot.

Si d'aventure, [Emmanuel Macron](#) décidait de partager avec l'Allemagne ou avec l'Union européenne le siège de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, il se rendrait coupable d'une impardonnable forfaiture.

Le mandat dont il dispose permet en effet au président de la République de représenter la nation et de décider en son nom mais dans la limite des attributions qui lui sont reconnues par la Constitution. En cédant aux demandes exprimées par Berlin, le locataire de l'Élysée disposerait alors d'un pouvoir qui ne lui appartient pas. La France est en effet représentée au Conseil de sécurité des Nations unies en tant que nation.

L'article 5 de notre loi fondamentale dispose justement que le président de la République est le garant de l'indépendance nationale. En aucun cas, un président ne saurait renoncer à un instrument aussi décisif de puissance sans porter atteinte à une indépendance nationale dont il est le garant. Un référendum gagné sur la question de savoir si le peuple français accepte de partager son rôle au sein du directoire des Nations unies formerait une condition minimale pour partager notre siège avec Berlin ou avec Bruxelles.

Si Emmanuel Macron faisait droit à [la proposition du vice-chancelier allemand](#), Olaf Scholz, sans avoir préalablement obtenu une autorisation explicite du peuple, il prendrait une décision aussi inique que celle d'un locataire qui se mettrait à vendre un bien qu'il occupe sans en référer au légitime propriétaire. Emmanuel Macron ne peut en aucun cas brader un « actif » historique conquis de haute lutte par le général De Gaulle.

Ce siège, arraché à Staline et à Roosevelt, signifie que la France reste une puissance mondiale en tant que telle, non comme partenaire de l'Allemagne ou comme ce länder d'une « grosse Europe » dont certains rêvent. Ce statut de membre permanent n'est pas un titre de gloriole cocardier mais un levier d'influence « tous azimuts ».

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://www.causeur.fr/siege-france-conseil-securite-onu-156634>